

Berr E. (2007), « Le développement soutenable est-il keynésien ? », in Matagne P. (sous la dir. de), *Le développement durable en questions*, Paris, L'Harmattan, p.113-140.

Introduction

Si le concept de développement soutenable a été popularisé dans les années 1980 avec les travaux de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED) qui aboutiront au rapport Brundtland (CMED [1987]), les premières réflexions contemporaines apparaissent à la fin des années 1960 avec les travaux du Club de Rome et la publication en 1972 d'un rapport intitulé *Halte à la croissance* (Meadows et al. [1972]) mettant en évidence les conséquences écologiques du modèle occidental de développement et montrant pour la première fois qu'il existe des limites naturelles à la croissance économique¹. Cette même année, la première conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, qui se déroule à Stockholm, incite les pays en développement à explorer d'autres modes de croissance. Apparaît ainsi la notion d'écodéveloppement (Sachs [1993]) qui met en avant des principes tels que l'équité, la minimisation des atteintes aux systèmes naturels, le respect des cultures ou encore la planification socio-économique. La déclaration de Cocoyoc (1974) franchit une étape supplémentaire dans la prise de conscience de la difficulté de satisfaire durablement les besoins humains dans un environnement soumis à de nombreuses pressions et appelle à des solutions plus radicales². Mais, progressivement, le concept de développement soutenable (ou durable) va s'imposer. La définition « officielle » est donnée par le rapport Brundtland : « *le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » (CMED [1987], p.51). Mais cette approche de la soutenabilité cherche simplement à rendre la croissance économique compatible avec les équilibres sociaux et environnementaux : « *Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable* » (CMED [1987], p.23). Le sommet de la terre de Rio en 1992, avec l'adoption de l'agenda 21, et le sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002 vont confirmer cette approche.

Cependant, face à cette vision, dite faible, du développement soutenable, qui marque la récupération de ce concept par l'orthodoxie libérale, l'opposition s'organise. Renouant avec

¹ Le rapport du Club de Rome analyse cinq variables : la technologie, la population, l'alimentation, les ressources naturelles et l'environnement. Il conclut que pour empêcher le système mondial de s'effondrer à l'horizon 2000, il faut stopper l'accroissement de la population et la croissance économique. Voir PNUE [2002].

² Cette déclaration est le résultat des réflexions menées lors d'un colloque d'experts organisé à Cocoyoc (Mexique) par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Elle avance, notamment, que : (i) le problème, à ce jour, n'est pas principalement celui de la pénurie physique absolue, mais celui d'une mauvaise répartition et d'une mauvaise utilisation sur le plan économique et social ; (ii) la tâche des hommes d'État est de guider les nations vers un nouveau système plus à même de respecter les limites intérieures des besoins humains de base, pour tous, et de le faire sans violer les limites extérieures des ressources et de l'environnement de la planète ; (iii) les êtres humains ont des besoins fondamentaux : alimentation, logement, vêtements, santé, éducation. Tout processus de croissance qui n'amène pas leur satisfaction — ou, pire encore, qui la contraire — est un travestissement de l'idée de développement ; (iv) nous avons tous besoin d'une redéfinition de nos objectifs, de nouvelles stratégies de développement, de nouveaux modes de vie, et notamment, parmi les riches, de modes plus modestes de consommation (PNUE [2002], p.7).

les analyses plus radicales des années 1970, certains proposent un développement alternatif fondé sur une soutenabilité forte tandis que d'autres recherchent une alternative au développement au travers du concept de décroissance³. Ces deux approches font le même constat : il faut privilégier l'être et le lien social plutôt que l'avoir et la production-consommation de biens dont l'utilité peut être discutée tandis qu'elle conduit à un appauvrissement social et nous mène à une catastrophe écologique. Mais, là où les post-développementalistes considèrent que le développement est un concept « toxique » conduisant à une perte d'identité, à une homogénéisation culturelle et à un alignement sur les valeurs occidentales, les partisans d'un développement qui soit à la fois écologiquement soutenable, socialement équitable et financièrement tenable proposent d'influer sur l'état du rapport de force entre dominants et dominés en privilégiant le politique.

Le « triomphe » du libéralisme, depuis une vingtaine d'années, a imposé la vision faible du développement soutenable comme nouvel objectif mondial, ce qui passe, pour les pays en développement (PED), par la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement⁴, et pour les pays « développés » par la recherche d'une meilleure qualité de la croissance. Pourtant, le chômage de masse s'intensifie dans les pays occidentaux, les inégalités — qu'elles soient internes ou internationales — ne cessent d'augmenter, la pauvreté continue de croître en de nombreux endroits de la planète, les besoins essentiels, en termes d'alimentation, de santé ou encore d'éducation, sont très loin d'être satisfaits, la crise de la dette continue de faire des ravages dans les PED et les désastres écologiques se multiplient, montrant ainsi que la voie empruntée est une impasse.

En ce domaine, nous pensons que les travaux de Keynes ont été injustement ignorés. En effet, ses positions en matière d'environnement et d'Art, qui le conduisent à une critique virulente du capitalisme, constituent le socle d'une soutenabilité écologique (1). Ce socle est renforcé par sa philosophie de l'incertitude qui préfigure le principe de précaution (2). Dans le domaine social, Keynes semble également être un précurseur. En effet, ses analyses originales en matière d'emploi et son souci d'équité d'une part, sa vision de l'économie comme une science secondaire d'autre part, constituent les fondations d'une soutenabilité sociale du développement (3). Ses *Conséquences économiques de la paix*, véritable pamphlet contre le traité de Versailles et ses implications, montrent que nous n'avons pas retenu les leçons du passé et reproduisons aujourd'hui les mêmes erreurs avec les PED qu'hier avec l'Allemagne. Keynes nous y livre pourtant sa vision de la soutenabilité financière, indispensable à tout processus de développement (4).

1. Environnement, Art et critique du capitalisme

Les références de Keynes aux questions environnementales sont assez rares. Ceci est parfaitement logique si l'on garde à l'esprit le contexte historique de son époque. Il s'agit en effet, au cours de la première moitié du 20^e siècle, de gérer les conséquences de la première

³ Pour une étude approfondie de ces deux courants, voir Berr et Harribey [2006], Bonnevault [2003], Comelieu [2000], [2006], Harribey [1997], [1998], Latouche [1986], [1995], [2003], Rist [1996]. On voit aussi se développer une économie de l'environnement, d'inspiration néo-classique, ainsi qu'une économie écologique, plus hétérodoxe, montrant ainsi le rôle de plus en plus central joué par les questions environnementales.

⁴ Ces objectifs ont été formulés lors de la Déclaration du Millénaire adoptée par les Nations unies à New York en septembre 2000 et confirmés à Monterrey en mars 2002 puis à Johannesburg en septembre de la même année. Au nombre de huit, ils ambitionnent de réaliser des progrès significatifs d'ici 2015 en matière de réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, d'accès à l'éducation primaire, d'égalité des sexes, de réduction de la mortalité infantile, d'amélioration de la santé maternelle, de lutte contre le sida et autres maladies, de durabilité des ressources environnementales et souhaite la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

guerre mondiale, de corriger les déséquilibres monétaires et financiers, de lutter contre un chômage massif ou plus généralement de mettre en œuvre un environnement international propice à la paix. Keynes n'ignore pas que les questions environnementales ont occupé certains économistes classiques. Les développements de Malthus concernant la population ou bien ceux de Stuart Mill à propos de la recherche d'un état stationnaire, qui peuvent être rangés dans cette catégorie, ne lui sont pas étrangers⁵. Lui-même est conscient des limites du capitalisme, limites provenant de son besoin d'accumulation et de sa recherche perpétuelle du profit. Ses positions en matière d'environnement et sa vision de l'Art vont d'ailleurs l'amener à critiquer vivement le système capitaliste, sans toutefois aller jusqu'à son rejet.

1.1. La position de Keynes en matière d'environnement et d'Art

Dans un texte intitulé *L'autosuffisance nationale* (Keynes [1933]), Keynes milite en faveur d'un mouvement graduel de repli relatif des économies nationales, en opposition avec l'internationalisme du 19^e siècle, devant permettre de restaurer le primat du politique sur l'économique. Mais cette autosuffisance nationale n'est pour lui qu'une condition nécessaire à l'avènement d'un nouveau modèle qui puisse rompre avec la logique du *laissez-faire*. Sa critique du libre échange n'est pas sans rappeler certaines positions des partisans du développement soutenable : « *Je sympathise, par conséquent, avec ceux qui souhaiteraient réduire au minimum l'interdépendance entre les nations, plutôt qu'avec ceux qui souhaiteraient la porter à son maximum. Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : ce sont là des choses qui, par nature, doivent être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible ; et, surtout, faisons en sorte que la finance soit en priorité nationale. Cependant, ceux qui veulent délivrer leur pays des liens internationaux dans lesquels ils sont pris, devront le faire lentement et prudemment. Il ne s'agit pas de déraciner la plante, mais de l'habituer patiemment à pousser dans une autre direction* » (Keynes [1933], p.200). Cette réduction de l'interdépendance entre nations est souhaitée aujourd'hui, tant par les partisans d'une conception forte du développement soutenable que par ceux appelant à la décroissance. À travers elle, c'est à une relocalisation de la production que l'on assisterait, limitant les transports dans les processus productifs et donc les différentes pollutions (Latouche [2003]). Il poursuit en dénonçant le fait que « *la même règle autodestructrice du calcul financier régit tous les aspects de l'existence. Nous détruisons la beauté des campagnes parce que les splendeurs de la nature, n'étant la propriété de personne, n'ont aucune valeur économique. Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne rapportent aucun dividende. (...) De même considérons-nous, jusqu'il y a peu, comme un devoir de ruiner ceux qui cultivent la terre et de détruire les traditions ancestrales de la paysannerie si cela nous permettait de payer la miche de pain un dixième de centime moins cher* » (Keynes [1933], p.207). Keynes perçoit que la logique économique et financière est dévastatrice et s'oppose à

⁵ John Stuart Mill justifie la recherche de l'état stationnaire car il n'est « *pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons est le type de la société actuelle, au lieu d'être simplement une des phases désagréables du progrès industriel* » (Mill [1848], p.297). Il ajoute qu'il « *n'est pas nécessaire de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du produit humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toutes sortes de culture morale et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilité de voir amélioré lorsque les âmes cesseraient d'être remplies du soin d'acquiescer des richesses. Les arts industriels eux-mêmes pourraient être cultivés aussi sérieusement et avec autant de succès, avec cette seule différence qu'au lieu de n'avoir d'autre but que l'acquisition de la richesse, les perfectionnements atteindraient leur but, qui est la diminution du travail* » (Mill [1848], p.300-301). Ce jugement est aujourd'hui partagé tant par les partisans du développement soutenable que par ceux de la décroissance.

la raison écologique et sociale⁶. Il rejette une approche qui, conformément à la logique néo-classique, intègre l'environnement, sous la forme d'un capital naturel, dans une fonction de production dont les facteurs — travail, capital physique et donc capital naturel — sont substituables, subordonnant ainsi la nature au calcul économique⁷.

Si les allusions directes aux problèmes environnementaux sont limitées, les positions de Keynes en matière d'Art, tout comme sa philosophie de l'incertitude que nous développerons plus loin, permettent de déduire une approche keynésienne de l'environnement qui préfigure celle en termes de développement soutenable. Pour Dostaler [2005, p.457], Keynes considère que notre passage sur Terre a pour but de jouir de la beauté, de la connaissance, de l'amitié et de l'amour, toutes notions qui relèguent l'économie à une place secondaire. Il s'oppose farouchement à la vision libérale héritée des 18^e et 19^e siècles qui représente pour lui une mutation catastrophique pour la civilisation. « *Cette vision, c'était l'idéal utilitariste et économiste — on pourrait dire presque financier — comme seule finalité respectable de la communauté dans son ensemble ; peut-être la plus lamentable hérésie à trouver un écho chez un peuple civilisé. Du pain, rien que du pain, et même pas du pain, et le pain s'accumulant à des taux d'intérêt jusqu'à ce qu'il se change en pierre. Il est arrivé que les poètes et les artistes protestent mollement contre cette hérésie* » (Keynes [1936b], p.342)⁸. Pour lui, l'Art, comme la nature, doit être déconnecté des considérations économiques, car « *l'exploitation, et par le fait même la destruction, du don sublime de l'artiste public en le profanant à des fins de rentabilité financière est un des pires crimes du capitalisme d'aujourd'hui* » (Keynes [1936b], p.344)⁹.

1.2. La critique du capitalisme

Ses positions concernant l'environnement et l'Art amènent Keynes à formuler une critique très virulente du capitalisme, critique que l'on peut retrouver dans de nombreux textes. Par exemple, lors d'un voyage dans la nouvelle Russie communiste en 1925 (qui est devenue l'URSS depuis 1922), il constate que si la « foi » communiste est susceptible d'entraîner une adhésion collective, rien de tel n'est possible avec le capitalisme qu'il juge dépourvu de morale. Il lui apparaît en effet « *chaque jour plus clairement que le problème moral de notre temps est celui que pose l'amour de l'argent : les neuf dixièmes de nos activités sont orientées par l'appât du gain ; la quête universelle de l'indépendance financière et de la sécurité économique constitue notre principal mobile ; l'argent est socialement reconnu comme la mesure de la réussite (...)* » (Keynes [1925b], p.51). S'il se méfie du régime communiste, il considère que l'on doit laisser sa chance à la Russie et l'aider : « *si de la cruauté et de la bêtise de l'ancienne Russie on ne pouvait rien attendre de bon, sous la cruauté et la bêtise de la nouvelle Russie couvent peut-être les premiers germes d'un nouvel idéal* » (Keynes [1925b], p.54)¹⁰.

⁶ Sa condamnation de la destruction de l'environnement et de l'enlaidissement de la planète conduit Keynes à minimiser le rôle de l'économie, comme nous pouvons le constater dans ses *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* (Keynes [1930], p.118) : « *ne surestimons pas l'importance du problème économique, ou ne sacrifions pas à ses nécessités supposées d'autres questions dont l'importance est plus grande et plus durable* ». C'est d'ailleurs parce qu'ils accordent une place trop importante au facteur économique dans la vie sociale que Keynes s'oppose tant aux économistes libéraux que marxistes et rejoint au contraire les positions développées par Polanyi [1944].

⁷ Sur ce point, voir Harribey [1998], Holt [2005].

⁸ Traduction d'après Dostaler [2005], p.429.

⁹ Traduction d'après Dostaler [2005], p.430.

¹⁰ Cette curiosité initiale s'explique en partie par le fait que Keynes rejoint le communisme russe dans sa volonté « *de construire un type de société dans laquelle les motifs d'ordre pécuniaire n'auront pas la même importance*

Même s'il porte un jugement sévère sur le fonctionnement du système capitaliste, Keynes rejette toute idée de révolution et prône des changements graduels vers une société moins soumise aux contraintes internationales. Il reconnaît toutefois que le risque est de basculer vers un « nationalisme économique » qui présente à ses yeux plusieurs dangers, notamment celui de la précipitation, car pour lui « *il est dans la nature des processus économiques de s'inscrire dans le temps. Une transition rapide entraînera la destruction de tant de richesse, que le nouvel état des choses sera, au départ, bien pire que l'ancien, et la grandiose expérience sera discréditée* » (Keynes [1933], p.210). Cette critique, qui s'adresse à la révolution russe de 1917, est tout aussi pertinente concernant la « thérapie de choc » imposée à la Russie au début des années 1990 et dont on a pu mesurer toutes les conséquences négatives. Mais le risque le plus grand est à ses yeux celui de l'intolérance, c'est-à-dire que toute critique éclairée soit étouffée et que l'exercice du pouvoir soit confisqué au profit d'une minorité¹¹. Cette « méthode moderne », selon ses propres termes, consiste « *à s'appuyer sur la propagande et prendre le contrôle des organes d'opinion, en pensant qu'il est habile et efficace d'anesthésier la pensée et d'utiliser tous les moyens que confère l'autorité en vue de paralyser la réflexion* » (Keynes [1933], p.211). Sur ce point, les partisans du développement soutenable ne peuvent que le rejoindre. Pour eux, en effet, la course à la croissance, fondement du modèle dominant, débouche sur un accroissement des inégalités et un renforcement du pouvoir des puissants — les dirigeants des grandes firmes multinationales, les principaux dirigeants politiques du Nord, mais aussi du Sud, et les grands médias — qui, par cupidité ou par ignorance, sacrifient l'intérêt général à des considérations purement économiques et se chargent de convaincre les victimes du système de la nécessité de faire des sacrifices aujourd'hui afin d'atteindre un bonheur sans cesse différé et largement illusoire (Berr [2006]).

En résumé, nous pouvons constater que Keynes est conscient des limites environnementales et culturelles du capitalisme. Mais, pour des raisons plus personnelles, dues en grande partie à son origine sociale¹², il ne remet pas en cause un système basé sur la recherche du profit et l'accumulation, qu'il se propose seulement de réguler, ce qui peut apparaître surprenant de la part d'un auteur souhaitant mettre les motifs pécuniaires au second

dans la détermination de l'action, dans laquelle la reconnaissance sociale sera distribuée de façon différente, et où l'on cessera de tenir pour normal et respectable un comportement qui passait jusqu'alors pour tel » (Keynes [1925b], p.41). Elle laissera cependant la place à un rejet définitif de cette expérience : « *Que Staline soit un exemple terrifiant pour tous ceux qui cherchent à faire des expériences ! Sinon, je retournerai vite à mes vieux idéaux du XIX^e siècle, dont les constructions intellectuelles forment cet héritage que nous cherchons aujourd'hui à détourner vers les objectifs appropriés que nous nous sommes fixés* » (Keynes [1933], p. 212).

¹¹ Keynes est pourtant convaincu que seule une élite éclairée, dont il se considère être un éminent représentant, est en mesure de permettre des avancées significatives. Parlant de la « Russie Rouge », il affirme : « *Comment pourrais-je faire mien un credo qui, préférant la vase au poisson, exalte le prolétariat grossier au-dessus des bourgeois et de l'intelligentsia qui, quelles que soient leurs fautes, incarnent le bien-vivre et portent en eux les germes des progrès futurs de l'humanité ?* » (Keynes [1925b], p.39). Nous pouvons alors légitimement nous demander s'il ferait sienne une approche en termes de démocratie participative à laquelle se réfèrent les partisans du développement soutenable.

¹² Son parcours politique confirme cette ambiguïté. Membre du parti libéral, auquel il restera fidèle tout au long de sa vie politique, Keynes reproche au parti travailliste, dont il partage par ailleurs nombre de positions, d'être un parti de classe. Alors qu'il s'interroge, dans *Suis-je un libéral ?*, sur la possibilité de rejoindre le parti travailliste, sa position est dénuée d'ambiguïté : « (...) *c'est un parti de classe, et cette classe n'est pas la mienne. Si je dois revendiquer des avantages pour une fraction de la société, ce sera pour celle à laquelle j'appartiens. Si cela tourne à la lutte de classe en tant que telle, mon patriotisme local et personnel, comme chez tout un chacun, hormis certaines exceptions d'un zèle déplaisant, s'attachera à mon propre milieu. Je peux être sensible à ce que je crois être la justice et le bon sens ; mais la guerre de classes me trouvera du côté de la bourgeoisie cultivée* » (Keynes [1925a], p.18). Sur le parcours politique de Keynes, voir Dostaler [2005], chap.3.

rang. Cette position ne nous semble pas exempte de contradiction et situe Keynes à mi-chemin entre les versions faible et forte de la soutenabilité.

2. Incertitude et principe de précaution

Toute la philosophie économique de Keynes repose sur l'incertitude, concept qui préfigure le principe de précaution.

2.1. La philosophie de l'incertitude¹³

Si la notion d'incertitude est au cœur de l'analyse de Keynes et constitue un des piliers de sa « révolution », sa vision à ce sujet est fortement influencée par la philosophie de George Moore dont les *Principia Ethica* (1903) marqueront profondément les apôtres du groupe de Bloomsbury et la pensée du jeune Keynes¹⁴, influence qui se retrouvera dans son *Traité sur les probabilités* (1921) et, plus tard, dans sa *Théorie générale* (1936).

Moore tente de répondre à deux questions : qu'est-ce que le bien ? Comment faire le bien ? Comme il considère que l'on ne peut définir le bien, si ce n'est par l'intuition, il en déduit que « *les plus grands biens imaginables sont des états d'esprit associés au plaisir esthétique, à l'appréciation des beaux objets, d'une part, aux affections personnelles de l'autre* » (Dostaler [2005], p.41). Face à cette difficulté d'appréhender le bien, Moore considère que « *nous n'avons jamais la moindre raison de nous imaginer qu'une action est notre devoir ; nous ne pouvons jamais être sûrs qu'une action produira la plus grande valeur possible* » (Moore [1903], p.216)¹⁵. Comme on ne peut prévoir avec certitude les effets de nos actions, car il n'y a pas de base probabiliste, on doit s'en remettre à un certain nombre de traditions, de règles de conduite, à la morale dominante et au sens commun : « *Si donc nous voulons savoir quelles sont les règles qu'il est ou serait utile d'observer dans la société dans laquelle nous vivons, il semble possible de prouver que la plupart de celles qui sont en général à la fois admises et mises en pratique ont une réelle utilité* » (Moore [1903], p.218)¹⁶.

Keynes va embrasser la « religion » de Moore, qui lui permet de rejeter l'utilitarisme benthamien qu'il considère « *comme le ver qui a rongé les entrailles de la civilisation moderne et qui est responsable de son actuelle décadence* » (Keynes [1938a], p.445)¹⁷. Cela lui permet également de rejeter les valeurs économiques, donc le principe de rationalité, au second plan¹⁸. Enfin, Keynes va puiser chez Moore l'idée que nous vivons dans un monde largement non probabilisable. En effet, si, comme l'affirme Moore, le Bien n'est pas définissable — car sa définition suppose que l'on sait ce qu'il est —, nous devons logiquement en déduire que nous ne pouvons jamais être sûrs de l'effet, positif ou négatif, de nos décisions. Dès lors, la belle mécanique néo-classique ne peut plus fonctionner¹⁹. En effet, les probabilités reposent sur la loi des grands nombres de Bernoulli et ne sont pas applicables à l'économie où l'on ne peut se baser sur la répétition des faits. Ainsi, entre deux situations x

¹³ Ce paragraphe doit beaucoup à Dostaler [2005], chap. 1.

¹⁴ Ce que Keynes confirmera plus tard dans *My early beliefs* (Keynes [1938a]).

¹⁵ Cité d'après Dostaler [2005], p.42.

¹⁶ Cité d'après Dostaler [2005], p.43.

¹⁷ Traduction d'après Dostaler [2005], p.46.

¹⁸ Keynes estime en effet que « *l'attribution de la rationalité à la nature humaine, plutôt que de l'enrichir, me semble maintenant l'avoir appauvri. Cela ne tenait pas compte de certaines sources puissantes et précieuses de sentiments* » (Keynes [1938a], p.448 ; traduction d'après Dostaler [2005], p.47).

¹⁹ « *Toutes les jolies techniques très présentables, destinées à une salle de conférences bien lambrissée ou à un marché merveilleusement bien régulé, menacent de s'enrayer* » (Keynes [1937], p.250).

et y, que la première ait une probabilité cent fois supérieure d'arriver n'empêche pas que ce soit la seconde qui puisse survenir, ou même toute autre situation que l'on n'aura pu prévoir. Pour Keynes, il convient donc de raisonner en incertitude radicale, c'est-à-dire dans un univers dans lequel « *il n'existe aucune base scientifique sur laquelle construire le moindre calcul de probabilité. Simplement, on ne sait pas* » (Keynes [1937], p.249)²⁰.

Ainsi, comme le fait remarquer Dostaler, « *dans les sciences morales, l'unité d'analyse est l'être humain agissant dans l'histoire en tâtonnant dans le brouillard* » (Dostaler [2005], p.138). Mais, puisqu'il faut tout de même agir, il convient de trouver une nouvelle base à partir de laquelle il devient possible de prendre des décisions. Et ces décisions doivent être établies, selon Keynes, à partir de prévisions²¹ qui permettent de déterminer un comportement conventionnel, dont les fondements sont peu solides. Pour lui, les agents économiques²² se laissent guider par des faits dont ils se sentent suffisamment certains²³, même si leurs effets ne sont pas les plus significatifs, et par le degré de confiance qu'ils accordent à ces faits²⁴.

L'adoption de cette convention permet à « l'immoraliste » Keynes de rejeter les conclusions de Moore selon lesquelles la morale traditionnelle doit guider notre action. La base conventionnelle qu'il décrit conduit plutôt à des situations où la rumeur, la crainte, la désillusion ou au contraire l'espoir — qui sont autant d'éléments non probabilisables — peuvent entraîner une révision brutale et soudaine de ces prévisions et peuvent déboucher sur des anticipations auto-réalisatrices dont le caractère très mouvant explique, notamment, l'apparition de crises majeures dans certains pays émergents depuis la seconde moitié des années 1990.

2.2. De l'incertitude au principe de précaution

La base conventionnelle définie par Keynes permet de mieux comprendre notre attitude en matière environnementale. En effet, de nombreuses études scientifiques montrent que le modèle occidental de développement est insoutenable à plus ou moins long terme et que la multiplication des pollutions va induire d'importants changements climatiques. Pourtant, si nous sommes sûrs que ces changements vont survenir, le fait d'ignorer la forme qu'ils vont prendre — on a donc, d'après Keynes, une confiance limitée — nous conduit à ne pas prendre la mesure de ce problème, montrant qu'en la matière le plus important n'est pas de savoir que des changements vont arriver, mais de croire en leur apparition.

²⁰ Sa conception de l'incertitude l'amènera à croiser le fer avec les plus grands statisticiens de son époque, tels Pearson et Tinbergen. Voir à ce sujet Dostaler [2005], Poulon [2000].

²¹ Keynes définit deux catégories de prévisions : la première, qu'il nomme prévision à court terme, « *a trait au prix qu'un fabricant, au moment où il s'engage dans une fabrication, peut espérer obtenir en échange des produits « finis » qui en résulteront* » (Keynes [1936a], p.71) ; la seconde, la prévision à long terme, a trait quant à elle « *aux sommes que l'entrepreneur peut espérer gagner sous forme de revenus futurs s'il achète (ou parfois s'il fabrique) des produits « finis » pour les adjoindre à son équipement en capital* » (Keynes [1936a], p.71-72).

²² Keynes accorde une importance particulière, en vertu de sa théorie de la demande effective, aux prévisions des entrepreneurs.

²³ C'est pourquoi « *les faits actuels jouent un rôle qu'on pourrait juger disproportionné dans la formation de nos prévisions à long terme ; notre méthode habituelle consistant à considérer la situation actuelle, puis à la projeter dans le futur après l'avoir modifiée dans la seule mesure où l'on a des raisons plus ou moins précises d'attendre un changement* » (Keynes [1936a], p.164).

²⁴ Ainsi, « *lorsqu'on s'attend à des changements profonds, mais qu'on est très incertain de la forme qu'ils revêtiront, on n'a qu'un faible degré de confiance* » (Keynes [1936a], p.164).

Cependant, cette nouvelle donne écologique, qui est une composante de plus en plus importante des prévisions à mesure que les risques environnementaux deviennent plus visibles, doit nous amener à adopter une attitude plus prudente. Et si nous considérons, à la suite de Keynes, que les questions économiques sont secondaires et que nous vivons dans un monde fait d'incertitude radicale, nous devons promouvoir un nécessaire principe de précaution (PP). Ce principe, apparu pour la première fois en Allemagne à la fin des années 1960, est aujourd'hui consacré par de nombreux textes internationaux. La déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992), par exemple, en donne, dans son principe 15, la définition suivante : « *Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement* ».

Ce principe a donné lieu à deux conceptions antagonistes²⁵. La première, qui s'apparente à un PP faible, considère que la charge de la preuve du danger incombe aux opposants à telle ou telle mesure et se traduit par la gestion d'un risque, au travers d'une analyse en termes avantages/coûts qui consacre la primauté de l'économie car les gains économiques sont plus simples à mettre en évidence que les coûts humains et écologiques. La seconde, qui renvoie à un PP fort, considère que c'est aux promoteurs d'une activité à risque de démontrer l'absence de risque « grave ». Rejoignant le principe responsabilité de Jonas [1990], cette approche considère que les aspects environnementaux — et l'on pourrait ajouter sociaux — priment sur les questions économiques. Cette vision ne remet pas en cause la primauté de l'investissement chère à Keynes mais interroge le contenu des investissements. D'où l'importance du rôle de l'État qui, par la loi notamment, doit inciter les entreprises à respecter une certaine éthique et à s'engager dans des investissements « propres ».

3. Chômage, répartition et place de l'économie

Si Keynes est conscient que de nombreux problèmes économiques subsistent, telles les questions de chômage et de répartition, il n'en demeure pas moins convaincu que l'économie est une science de second rang.

3.1. Les questions économiques

Dans le dernier chapitre de sa *Théorie générale*, Keynes considère que « *les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité* » (Keynes [1936a], p.366). Soixante-dix ans plus tard, ce constat est toujours d'une brûlante actualité. Pire, chômage massif et/ou précarité accrue sont la règle tant dans les pays occidentaux que dans les PED et sont perçus comme des dommages collatéraux de la mondialisation, en dépit des discours de circonstance. Quant aux inégalités, comme nous l'avons déjà souligné, elles ne cessent d'augmenter²⁶.

Keynes, dont toute l'analyse économique est fondée sur le rôle moteur de la demande, ne peut accepter cette situation. En effet, une instabilité accrue en matière d'emploi contribue à créer un environnement économique morose conduisant à affaiblir le niveau de la demande effective. S'il résume très bien sa position en la matière dans un texte intitulé *La théorie*

²⁵ Pour une analyse détaillée du principe de précaution, voir notamment Azam [2006] et Godard [2003].

²⁶ Pour un état du débat, voir Bensidou et Chevallier [2005].

générale de l'emploi (Keynes [1937]), il considère dans le même temps que le chômage technologique, « *dû au fait que nous découvrons des moyens d'économiser de la main-d'œuvre à un rythme plus rapide que celui auquel nous lui trouvons de nouveaux emplois* » (Keynes [1930], p.111), doit conduire à réduire la peine de chacun et à partager le travail afin de pouvoir se consacrer à des activités non économiques. Cette réduction du temps de travail est une revendication largement partagée, tant par les partisans d'une soutenabilité forte que par les post-développementalistes.

En matière de répartition, Keynes condamne « *l'amour de l'argent comme objet de possession* » (Keynes [1930], p.115) qui engendre la spéculation, donc l'instabilité du système économique et l'accroissement des inégalités. Les résultats de l'offensive néo-libérale menée depuis une vingtaine d'années confirment les craintes de Keynes²⁷. Rappelons à cet effet que les travaux de Tobin sur la taxe éponyme, popularisés par la mouvance altermondialiste, ont largement été inspirés par Keynes pour qui « *la création d'une lourde taxe d'État frappant toutes les transactions se révélerait peut-être la plus salutaire des mesures permettant d'atténuer (...) la prédominance de la spéculation sur l'entreprise* » (Keynes [1936a], p.174)²⁸.

Si les remèdes économiques de Keynes contre le chômage et en faveur d'une meilleure répartition des richesses sont indéniablement empreints de soutenabilité, sa vision quant à la place occupée par l'économie le conforte dans son rôle de précurseur d'un développement socialement soutenable. À cet égard, la lecture de ses *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* (1930) est très instructive. Dans ce texte, Keynes considère que le rôle de l'économie est de permettre la satisfaction des « *besoins qui ont un caractère absolu, en ce sens que nous les éprouvons quelle que puisse être la situation de nos semblables* » (Keynes [1930], p.111)²⁹. Et d'après lui, une fois ces besoins satisfaits, l'humanité pourra se tourner vers des activités non économiques ayant pour elle une importance plus grande. Avec son optimisme habituel, Keynes pense que « *si l'on écarte l'éventualité d'une grande guerre et d'un accroissement important de la population, le problème économique peut être résolu, ou du moins en voie de résolution, d'ici cent ans. Cela signifie que le problème économique n'est pas — si nous nous tournons vers le futur — le problème permanent de l'espèce humaine* » (Keynes [1930], p.112).

Pourtant, en dépit des prédictions de Keynes, le problème économique n'est toujours pas en passe d'être résolu. Pour lui, « *le rythme auquel nous atteindrons la félicité économique dépendra de quatre choses : notre capacité à contrôler la taille de la population, notre détermination à éviter les guerres et les dissensions intestines, la bonne volonté avec laquelle nous confierons à la science la direction des domaines qui sont proprement de son ressort, et le taux d'accumulation tel que le déterminera la marge entre notre production et notre consommation* » (Keynes [1930], p.118). Si la taille de la population ne semble plus être actuellement un problème majeur, il n'en va pas de même concernant les trois autres conditions : les guerres et les conflits larvés se développent quand bien même la chute du mur de Berlin marque la fin de la guerre froide ; la logique d'accumulation ne cesse de progresser

²⁷ Sur l'impact des politiques néo-libérales sur les économies des PED, voir Berr et Combarrous [2005].

²⁸ Pour Keynes, la *spéculation* est « *l'activité qui consiste à prévoir la psychologie du marché* » tandis que l'*entreprise* est « *celle qui consiste à prévoir le rendement escompté des actifs pendant leur existence entière* » (Keynes [1936a], p.173).

²⁹ Dans le cas des PED, ces besoins absolus s'apparentent aujourd'hui à la satisfaction des objectifs du millénaire pour le développement.

et conduit la Science à n'être qu'un instrument à son service, rendant le principe de précaution inopérant.

3.2. La primauté du politique sur l'économique

Se pose alors la question de savoir pourquoi, dans un monde qui n'a jamais produit autant de richesses, ces besoins absolus, ou essentiels, ne sont-ils toujours pas satisfaits ? Keynes pressent que les raisons sont plus politiques qu'économiques. C'est le cas, par exemple, en ce qui concerne le problème du chômage de masse : « *Je pense en effet que notre destin est entre nos mains et que nous pouvons nous en sortir si seulement nous le voulons ou, plutôt, si le veulent ceux qui, dans le monde, en ont le pouvoir* » (Keynes [1931], p.134). S'il considère que ce sont les élites qui doivent montrer la voie à suivre, Keynes demeure vague quant à leur composition. L'évolution du capitalisme depuis quelques dizaines d'années nous porte à croire, à l'instar des partisans d'une soutenabilité forte et des post-développementalistes, que le pouvoir est confisqué par ces élites qui aujourd'hui n'œuvrent plus en faveur de l'intérêt général mais tentent d'asseoir chaque jour un peu plus leur pouvoir et leurs privilèges³⁰. Nous suggérons (Berr [2006]) que le pouvoir est détenu par des « puissants », catégorie que nous avons déjà définie comme regroupant les élites politiques du Nord et du Sud, les élites économiques représentant les intérêts des firmes multinationales et les grands médias, qui sont aussi une composante économique. Cette catégorie est assimilée par Ziegler à un « prédateur » « *qui accumule l'argent, détruit l'État, dévaste la nature et les êtres humains, et pourrit par la corruption les agents dont il s'assure les services au sein des peuples qu'il domine* » (Ziegler [2002], p.19), aidé par des « mercenaires » qui lui sont dévoués et qui sont « *les pompiers pyromanes du Fonds monétaire international, les séides de la Banque mondiale et ceux de l'Organisation mondiale du commerce* » (Ziegler [2002], p.19). Pour Perkins [2005], elle représente une « corporatocratie », c'est-à-dire le regroupement des multinationales, des banques et des gouvernements, forme contemporaine de l'impérialisme, dont les « assassins financiers » sont chargés d'asseoir la domination³¹.

Keynes ne rejoindrait certainement pas des positions qu'il jugerait par trop radicales³². Ayant une haute opinion de la bourgeoisie et de l'intelligentsia, il ne pouvait se résigner, même s'il pourra maintes fois le constater, à ce que celle-ci puisse agir pour son propre intérêt. Pourtant, comme le suggère par exemple Perkins [2005], certains « puissants » maintiennent des situations conflictuelles desquelles ils tirent un avantage pécuniaire et un renforcement de leur pouvoir. En matière d'emploi, ils n'ont pas intérêt à prôner une réduction du temps de travail qui limiterait la dépendance économique d'un nombre croissant

³⁰ Stiglitz [2002] confirme ce jugement dans le cadre des relations Nord-Sud.

³¹ Les assassins financiers « *constituent un groupe d'élite d'hommes et de femmes qui utilisent les organisations financières internationales pour créer les conditions permettant d'assujettir d'autres nations à la corporatocratie formée par nos plus grandes compagnies, notre gouvernement et nos banques. Comme leurs homologues de la Mafia, les assassins financiers accordent des faveurs. Lesquelles ? Des prêts pour développer des infrastructures : centrales électriques, autoroutes, ports, aéroports ou zones industrielles. Ces prêts sont octroyés à la condition suivante : ce sont des compagnies d'ingénierie et de construction américaines qui doivent réaliser tous ces projets. (...) Bien que l'argent retourne presque immédiatement aux compagnies membres de la corporatocratie (le créancier), le pays récipiendaire doit tout rembourser, capital et intérêts. Si l'assassin financier a bien travaillé, les prêts sont si élevés que le débiteur faillit à ses engagements au bout de quelques années. Alors, tout comme la Mafia, nous réclamons notre dû, sous l'une ou l'autre des formes suivantes : le contrôle des votes aux Nations unies, l'installation de bases militaires ou l'accès à de précieuses ressources comme le pétrole ou le canal de Panama. Évidemment, le débiteur nous doit encore de l'argent... et voilà donc un autre pays qui s'ajoute à notre empire global* » (Perkins [2005], p.XX).

³² Il considère « *qu'on exagère grandement la force des intérêts constitués, par rapport à l'empire qu'acquièrent progressivement les idées* » (Keynes [1936a], p.375).

de personnes. De même, une répartition très inégalitaire des richesses a, si l'on n'y fait rien, un effet cumulatif qui favorise les classes sociales les plus aisées et les pays les plus développés tout en fragilisant les plus faibles afin de les rendre toujours plus dociles. Cette domination conduit à promouvoir une compétition qui, sous couvert de libre échange, apparaît en fait largement faussée³³.

En ce domaine, la critique de Keynes est toujours d'actualité même si le contexte économique des années 1930 diffère de celui d'aujourd'hui : « *Si les nations pouvaient apprendre à maintenir le plein emploi au moyen de leur seule politique intérieure (...), il ne devrait pas y avoir de force économique importante propre à dresser les intérêts des divers pays les uns contre les autres. (...) Le commerce international cesserait d'être ce qu'il est, c'est-à-dire un expédient désespéré pour préserver l'emploi intérieur des pays en stimulant les ventes et en restreignant les achats au-dehors ; moyen qui, lorsqu'il réussit, ne fait que transférer le problème du chômage au pays le moins bien placé dans la lutte. Il deviendrait un échange de marchandises et de services, réalisés librement et sans obstacle, en des conditions comportant des avantages réciproques* » (Keynes [1936a], p.374-375). Derrière ce qui semble être un plaidoyer pour le libre échange, Keynes considère en fait que les solutions sont nationales et que les pays devraient pouvoir maîtriser leur degré d'ouverture aux échanges internationaux, favorisant ainsi un commerce basé sur l'entraide plutôt que sur la compétition. Ainsi, « *qu'un pays consacre une part importante de son effort à la conquête de marchés extérieurs, ou que des capitalistes étrangers en pénètrent la structure économique grâce à leurs ressources et à l'influence qu'elles leur donnent, ou que notre vie économique dépende étroitement des politiques économiques fluctuantes de pays étrangers, voilà qui, aujourd'hui, ne paraît plus de façon évidente favoriser ni garantir la paix dans le monde. À la lumière de l'expérience, et avec un peu de prévoyance, on pourrait même soutenir tout le contraire. La protection des intérêts qu'un pays possède à l'étranger, la conquête de nouveaux marchés, et le développement de l'impérialisme économique sont des aspects difficiles à éviter d'un ordre des choses orienté vers la spécialisation internationale la plus poussée et la plus grande diffusion du capital, où que résident ses détenteurs. Mais il pourrait être plus facile de mettre en œuvre des politiques intérieures judicieuses si l'on pouvait proscrire le phénomène appelé « fuite des capitaux »* » (Keynes [1933], p.199-200).

Keynes condamne ainsi par avance les stratégies de développement basées sur la promotion des exportations qui serviront de base aux politiques inspirées du consensus de Washington. Celles-ci ont d'ailleurs montré que des recettes appliquées de l'extérieur, traduisant une vision ethnocentrique du développement et combinées à une ouverture non maîtrisée et non réciproque, freinent le développement plutôt qu'elles ne le favorisent³⁴.

³³ Dans *Les conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes dénonce par exemple le comportement de Lloyd George qui formula des exigences non conformes aux promesses faites aux allemands lors de leur capitulation, cautionnant une loi du plus fort qui fera de nombreux ravages : « *Il est dans l'histoire peu d'épisodes que la postérité aura moins raison d'excuser : une guerre engagée ostensiblement pour défendre le caractère sacré des engagements internationaux, aboutissant à la violation d'un des plus sacrés de tous ces engagements, par les champions victorieux de cet idéal même* ». (Keynes [1919], p.151).

³⁴ D'un point de vue anthropologique, Lévi-Strauss note que « *l'humanité est constamment aux prises avec deux processus contradictoires dont l'un tend à instaurer l'unification, tandis que l'autre vise à maintenir ou à rétablir la diversification* » (Lévi-Strauss [1952], p.84). Les politiques inspirées par le consensus de Washington traduisent cette volonté d'imposer une vision uniforme du développement inspirée par l'Occident. Mais cette « adhésion » au mode de vie occidental « *résulte moins d'une décision libre que d'une absence de choix. La civilisation occidentale a établi ses soldats, ses comptoirs, ses plantations et ses missionnaires dans le monde entier ; elle est, directement ou indirectement, intervenue dans la vie des populations de couleur ; elle a bouleversé de fond en comble leur mode traditionnel d'existence, soit en imposant le sien, soit en instaurant des conditions qui engendraient l'effondrement des cadres existants sans les remplacer par autre chose. Les peuples*

Pourtant, les pays développés et les institutions internationales, malgré une rhétorique humaniste de façade, continuent de diffuser un modèle qui a de plus en plus de mal à cacher ses véritables objectifs. L'interrogation (faussetment ?) naïve de Keynes concernant la possibilité que ses idées puissent être mises en pratique — « *Les intérêts qu'elles desservent sont-ils plus puissants et plus apparents que ceux qu'elles favorisent ?* » (Keynes [1936a], p.375) — prend alors tout son sens et nous aide à comprendre pourquoi les « puissants » y sont opposés.

En définitive, la promotion d'une réduction du temps de travail, le rejet d'une accumulation pécuniaire immodérée et de la spéculation conduisant à minimiser la place de l'économie et la promotion d'échanges internationaux équilibrés font de Keynes un initiateur du développement soutenable, ce que ses vues en matière financière vont confirmer.

4. La soutenabilité financière

La crise de la dette, qui frappe de nombreux PED depuis 1982, a donné lieu à l'application de programmes d'ajustement structurel puis à la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la pauvreté — fondés sur les principes du consensus de Washington (Williamson [1990]) —, dont les principes de conditionnalité, imposés par les institutions financières internationales, ont entraîné une dépendance accrue des PED vis-à-vis de leurs créanciers, participant ainsi à une recolonisation économique de ces pays qui leur ôte toute possibilité d'œuvrer en faveur d'un développement soutenable fort.

Dans *Les conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes se livre à un réquisitoire contre le traité de Versailles qui statue sur le sort de l'Allemagne vaincue. À bien des égards, cet ouvrage prophétique³⁵ montre que les pays endettés se trouvent actuellement dans une situation similaire à celle de l'Allemagne de l'après Première Guerre mondiale et que les mesures prises, hier comme aujourd'hui, vont à l'encontre de l'intérêt général.

4.1. Du traité de Versailles à la crise de la dette : la loi du plus fort

Keynes s'oppose au traité de Versailles en ce qu'il ne prend en compte que le point de vue des vainqueurs et humilie l'Allemagne. Il considère que c'est d'un partenariat que viendront les solutions, non d'une relation de domination. Pour lui, « *la politique qui consisterait à réduire à la servitude une génération d'Allemands, à abaisser le niveau de vie de millions d'être humains et à priver de bonheur une nation tout entière, serait odieuse et abominable — et elle le serait même s'il était possible, même si elle nous permettait de nous enrichir, même si elle ne semait pas la ruine de toute vie civilisée en Europe. Dans les grands événements de l'histoire humaine, dans le déroulement de la destinée complexe des nations, la justice n'est pas si simple. Et le fût-elle, les nations ne sont autorisées ni par la religion ni par la morale naturelle à faire retomber sur les enfants de l'ennemi les crimes de leurs parents ou de leurs maîtres* » (Keynes [1919], p.221). Il souligne ici l'importance d'une

subjugués ou désorganisés ne pouvaient donc qu'accepter les solutions de remplacement qu'on leur offrait, ou, s'ils n'y étaient pas disposés, espérer s'en rapprocher suffisamment pour être en mesure de les combattre sur le même terrain » (Lévi-Strauss [1952], p.53-54).

³⁵ Keynes perçoit très tôt les risques d'un traité qui humilierait l'Allemagne, tant pour celle-ci que pour le reste de l'Europe : « *une victoire de la réaction en Allemagne serait regardée par tous comme une menace pour la sécurité de l'Europe (...). Si une nouvelle puissance militaire émergeait à l'Est, dont l'âme serait le Brandebourg et qui attirerait tous les talents militaires et les tempéraments d'aventuriers, tous ceux qui, en Europe orientale, centrale et sud-orientale regrettent les Empereurs et haïssent la démocratie, cette puissance (...) pourrait bien instaurer (...) une nouvelle domination napoléonienne* » (Keynes [1919], p.277).

solidarité qui doit à la fois être intra générationnelle et intergénérationnelle et qui fonde le développement soutenable.

L'objectif du traité est « *de tirer de l'Allemagne chaque année la somme la plus élevée possible* » (Keynes [1919], p.170). En termes actuels, cela revient, pour les pays endettés, à se trouver au sommet de la courbe de Laffer de la dette définie par Krugman [1988]³⁶. Dans cette optique, Keynes considère qu'il y a deux possibilités dont les conséquences pour le débiteur sont sensiblement différentes : « *Il y a une grande différence entre fixer une somme considérable mais précise, que l'Allemagne serait en mesure de payer tout en gardant quelque chose pour elle, et fixer une somme bien supérieure à ses capacités de paiement, qui devra être réduite à sa guise par une commission étrangère, dont l'objectif est d'obtenir chaque année le maximum compte tenu des circonstances. Dans le premier cas, on laisse encore quelque stimulant à l'esprit d'entreprise, à l'énergie et à l'espoir. Dans le second, on écorche vif le pays, année après année, à perpétuité. Aussi habilement et discrètement que puisse être menée l'opération, en prenant soin de ne pas achever le patient, ce n'en serait pas moins une politique que le jugement des hommes, si véritablement on envisage de la mener, condamnerait comme l'un des actes les plus atroces accomplis par un vainqueur dans l'histoire du monde civilisé* » (Keynes [1919], p.170). On a ici un parallèle édifiant avec la situation que connaissent les PED, représentée par le second cas décrit par Keynes. La logique des créanciers est bien de faire payer au maximum des débiteurs que l'on ne considère pas comme des partenaires mais comme des adversaires. Pourtant, l'intérêt bien compris des premiers devrait être de ne pas étrangler les seconds, ce que Keynes avait très bien perçu.

Keynes dénonce également l'ingérence à laquelle conduit ce traité. Comme le montant des réparations n'y a pas été fixé, « *il était donc nécessaire de mettre sur pied un organisme pour dresser la facture des revendications, fixer le mode de paiement, et accorder des abattements et des délais supplémentaires. On ne pouvait mettre cet organisme en mesure d'obtenir le maximum tous les ans qu'en lui confiant de vastes pouvoirs sur la vie économique des pays ennemis, lesquels seraient désormais traités comme des entreprises en faillite devant être administrées par leurs créanciers et dans l'intérêt de ces derniers* » (Keynes [1919], p.207). L'activité de cette commission des réparations, que Keynes considère être « *un instrument d'oppression et de rapine* » (Keynes [1919], p.216)³⁷ n'est pas sans rappeler celle des institutions financières internationales qui sont aujourd'hui garantes des intérêts des « puissants »³⁸.

4.2. Quelle soutenabilité financière ?

Keynes dénonce l'impasse dans laquelle le traité de Versailles conduit l'Allemagne, et plus généralement l'Europe. De même dénoncerait-il certainement le consensus de Washington et ses effets sur les PED qui, tôt ou tard, aura également des conséquences

³⁶ La courbe de Laffer de la dette montre que, passé un certain niveau d'endettement, les perspectives de remboursement diminuent à mesure que la dette augmente.

³⁷ « *La commission (...) est autorisée à faire pression sur le système fiscal allemand et sur les dépenses intérieures de l'Allemagne, afin de s'assurer que le paiement des Réparations est la première charge qui pèse sur toutes les ressources du pays* » (Keynes [1919], p.213). Ainsi, les réparations hier comme le remboursement de la dette aujourd'hui priment sur le bien-être des populations, ce que Keynes dénonce à juste titre.

³⁸ Stiglitz constate par exemple que « *le FMI a cessé de servir les intérêts de l'économie mondiale pour servir ceux de la finance mondiale. La libéralisation des marchés financiers n'a peut-être pas contribué à la stabilité économique mondiale, mais elle a bel et bien ouvert d'immenses marchés nouveaux à Wall Street (...). Si l'on envisage les mesures du FMI sous cet angle, on comprend mieux son insistance à faire rembourser les créanciers étrangers au lieu d'aider les entreprises nationales à ne pas sombrer* » (Stiglitz [2002], p.268-270).

néfastes sur les pays occidentaux. En effet, humilier les plus faibles, qui représentent actuellement 80% de la population mondiale, ne peut conduire qu'à des situations où le désespoir et la haine constituent les vecteurs d'une instabilité et d'une insécurité accrues. Keynes note que « *la privation économique s'aggrave insensiblement, et tant que les hommes la supportent avec patience, le monde extérieur ne s'en soucie guère. Les capacités physiques et la résistance à la maladie diminuent lentement, mais la vie continue tant bien que mal, jusqu'à ce que les limites de l'endurance soient finalement atteintes, et que les suggestions du désespoir et de la folie tirent les malheureuses victimes de l'état léthargique qui précède la crise. L'homme alors se secoue et les liens de la coutume se défont. Le pouvoir des idées étant souverain, il écoute n'importe quel mot d'ordre d'espoir, d'illusion ou de vengeance qui est dans l'air* » (Keynes [1919], p.242-244). S'il fait ici allusion au bolchevisme, ses prévisions s'appliqueront plus tard à une Allemagne « *à la merci d'irresponsables en liberté* » (Keynes [1933], p.209). Aujourd'hui, la privation économique se traduit, notamment, par le maintien de près de la moitié des habitants de la planète sous le seuil de pauvreté, entraînant une certaine radicalisation des populations du Sud qui nourrit le terrorisme et entretient une immigration clandestine que les pays occidentaux combattent.

Rééquilibrer les relations entre créanciers et débiteurs est donc une nécessité absolue. Dans le cas de l'Allemagne, Keynes considère qu'elle « *ne pourra régler des annuités pendant plusieurs années successives qu'en diminuant ses importations et en augmentant ses exportations, ce qui lui permettra d'accroître l'excédent de sa balance commerciale, lequel définit sa capacité à effectuer des paiements à l'extérieur* » (Keynes [1919], p.188). Il définit ainsi une capacité de paiement correspondant au surplus exportable du débiteur. Dès lors, les remboursements ne peuvent se faire que si les créanciers acceptent d'importer des débiteurs, ce que les vainqueurs de la Première Guerre mondiale se refusent à faire. La situation actuelle, concernant les PED, est assez comparable. Ceux-ci voient leurs économies plus ou moins administrées par des créanciers qui, sous couvert de mondialisation, les inondent de produits — trop souvent subventionnés, violant ainsi les règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — tandis qu'ils limitent l'accès des productions du Sud à leurs propres marchés. Une telle situation financière est proprement insoutenable.

Prolongeant les travaux de Keynes, l'école du circuit³⁹ met en évidence une capacité de transfert élargie représentant « *le maximum de revenu que le pays peut transférer à l'étranger sans porter atteinte au niveau de vie de sa population* » (Poulon [1988], p.17). Cette approche, en mettant en avant les effets d'une dette sur le débiteur, participe d'une démarche en termes de développement soutenable. Cependant, en envisageant un éventuel transfert d'actifs non monétaires — des titres par exemple —, elle laisse toujours la possibilité d'une prise de contrôle des économies endettées par les créanciers. Dès lors, la voie à suivre passe-t-elle par la substitution d'une dette interne à une dette externe ? Keynes semble suggérer qu'une telle voie préfigurerait des relations internationales plus saines : « *Une nation débitrice n'aime pas son créancier (...). Dans le cas d'une dette intérieure, les parties intéressées sont à la fois débitrices et créancières, et le débat ne porte que sur la répartition de la richesse à l'intérieur du pays. Il n'en va pas ainsi des dettes extérieures, et les nations créditrices peuvent assez rapidement estimer que leurs intérêts sont malencontreusement liés au maintien d'une forme particulière de gouvernement ou d'organisation économique dans les pays débiteurs* » (Keynes [1919], p.268). Ainsi, c'est l'existence même de « *dettes à grande échelle entre les différents gouvernements [qui] présente des dangers particuliers* » (Keynes [1919], p.269), ce qui devrait naturellement nous conduire à privilégier une

³⁹ Voir Poulon [1985], [1988].

annulation, ou à tout le moins une réduction importante, de la dette extérieure des PED (Berr [2003]). Finalement, Keynes nous montre, une fois encore, que c'est par la coopération et non par la compétition que l'on trouvera les solutions aux maux de nos sociétés⁴⁰.

Cette soutenabilité financière, garante de l'indépendance économique, donc politique des Nations, doit-être vue comme une condition nécessaire, bien que non suffisante, à l'avènement d'un développement socialement équitable et écologiquement soutenable (Berr [2006]).

Conclusion

Alors que la pensée keynésienne est en perte de vitesse, que nombreux sont ceux qui souhaitent reléguer les travaux de Keynes au rayon de l'histoire de la pensée économique, nous avons pu montrer que Keynes, au contraire, était en avance sur son temps en de nombreux domaines. Incontestablement, ses positions en matière écologique, sociale et financière font de lui un précurseur du développement soutenable. Mais, tandis que ce concept est progressivement récupéré et vidé de sa substance par les « puissants », les héritiers de Keynes, en combinant leurs efforts avec d'autres courants hétérodoxes, ont toutes les cartes en main pour renouer avec la version forte du développement soutenable qui, pensons-nous, est la seule voie humainement viable. L'urgence écologique et sociale impose de ne pas perdre de temps.

Bibliographie

- Azam G. [2006], « Développement durable – Principe de précaution ? Un nécessaire changement de paradigme », in Berr et Harribey [2006], p.193-209.
- Bensidoun I., Chevallier A. [2005], « Inégalités dans le monde : poids et mesures », *La lettre du CEPII*, n°242, février.
- Berr E. [2003], « La dette des pays en développement : bilan et perspectives », *Revue Africaine de sciences économiques et de gestion*, vol. 5, n°2, p.3-32.
- Berr E. [2006], « À la recherche d'un autre développement », in Berr et Harribey [2006], p.31-56.
- Berr E., Combarrous F. [2005], « Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits », *Économie appliquée*, tome LVIII, n°2, p.5-44.
- Berr E., Harribey J.-M. (sous la dir. de) [2006], *Le développement en question(s)*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux.
- Bonnevault S. [2003], *Développement insoutenable. Pour une conscience écologique et sociale*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du croquant.
- CMED [1987], *Rapport Brundtland. Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve.
- Comelias C. [2000], *Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde*, Paris, Seuil.
- Comelias C. [2006], *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Paris, Seuil.
- Dostaler G. [2005], *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel.

⁴⁰ Conformément à l'approche soutenable du développement, Keynes considère que « c'est en proclamant la vérité, en dissipant les illusions et la haine, en instruisant le cœur et l'esprit des hommes, en élargissant leur horizon » (Keynes [1919], p.282) qu'on pourra agir positivement sur le cours des choses.

- Godard O. [2003], « Le principe de précaution comme norme de l'action publique, ou la proportionnalité en question », École Polytechnique, Cahier n°2003-025, <http://ceco.polytechnique.fr/CAHIERS/index.html> .
- Harribey, J.-M. [1997], *L'économie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey, J.-M. [1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.
- Holt R. [2005], « Post-Keynesian economics and sustainable development », *International Journal of Environment, Workplace and Employment*, vol.1, n°2, p.174-186.
- Jonas, H. [1990], *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Champs-Flammarion.
- Keynes J.M. [1919], *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002.
- Keynes J.M. [1921], *A Treatise on Probability, The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. VIII, Londres, Macmillan, 1972.
- Keynes J.M. [1925a], « Suis-je un libéral ? », in Keynes [2002], p.13-30.
- Keynes J.M. [1925b], « Un aperçu de la Russie », in Keynes [2002], p.31-54.
- Keynes J.M. [1930], « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », in Keynes [2002], p.103-119.
- Keynes J.M. [1931], « Une analyse économique du chômage », in Keynes [2002], p.132-160.
- Keynes J.M. [1933], « L'autosuffisance nationale », in Keynes [2002], p.194-212.
- Keynes J.M. [1936a], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1996.
- Keynes J.M. [1936b], « Art and the State », *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. XXVIII, p.341-349, Londres, Macmillan, 1982.
- Keynes J.M. [1937], « La théorie générale de l'emploi », in Keynes [2002], p.240-260.
- Keynes J.M. [1938a], « My Early Beliefs », *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. X, p.433-450, Londres, Macmillan, 1972.
- Keynes J.M. [1938b], « Lettre à Harrod, 4 juillet 1938 », *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. XIV, p.296-297, Londres, Macmillan, 1973.
- Keynes J.M. [2002], *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard.
- Krugman P. [1988], « Market-based debt-reduction schemes », *NBER working paper n°2587*.
- Latouche, S. [1986], *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde*, Paris, PUF.
- Latouche S. [1995], *La mégamachine. Raison techno scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S.
- Latouche S. [2003], *Décoloniser l'imaginaire. La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, Parangon.
- Lévi-Strauss C. [1952], *Race et histoire*, Paris, Folio essais, 1987.
- Meadows D. et al. [1972], *Halte à la croissance*, Paris, Fayard.
- Moore G.E. [1903], *Principia Ethica*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.
- Mill J.S. [1848], *Principes d'économie politique*, Paris, Dalloz, 1953.
- Perkins J. [2005], *Les confessions d'un assassin financier*, Outremont, alTerre.
- PNUE [2002], *L'avenir de l'environnement mondial 3*, De Boeck.
- Polanyi K. [1944], *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- Poulon F. [1985], « La paix carthaginoise. Les conséquences économiques du traité de Versailles », in Poulon F. (sous la dir. de), *Les écrits de Keynes*, Paris, Dunod.
- Poulon F. [1988], « Le circuit en économie ouverte et la capacité d'endettement international », *Économies et sociétés*, tome XXII, n°6-7, p.7-20.
- Poulon F. [2000], *La pensée économique de Keynes*, Paris, Dunod, coll. Les topos.

- Rist G. [1996], *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Sachs I. [1993], *L'écodéveloppement*, Paris, Syros.
- Stiglitz J. [2002], *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- Williamson J. [1990], « What Washington means by policy reform », in Williamson J. (ed.), *Latin America adjustment : how much has happened ?*, Washington, Institute for International Economics, <http://www.iie.com/publications/papers/williamson1102-2.htm>.
- Ziegler A. [2002], *Les nouveaux maîtres du monde, et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, coll. points.